

VD_FINDINFO Décision / 2015 / 785 vom 28. Oktober 2015

VD Tribunal cantonal, 2015-10-28, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_D_cision___2015___785

FR: VD_FINDINFO Décision / 2015 / 785 du 28 octobre 2015

IT: VD_FINDINFO Décision / 2015 / 785 del 28 ottobre 2015

Regeste

MOYEN DE PREUVE, PREUVE ILLICITE | 393 CPP (CH)

Erwägungen

E. 1

a) Aux termes de l'art. 393 al. 1 let. a CPP, le recours est recevable contre les décisions et les actes de procédure du Ministère public. Ainsi, la décision du Ministère public d'administrer ou de refuser d'administrer une preuve au sens des art. 139 ss CPP peut en principe faire l'objet d'un recours selon les art. 393 ss CPP (Moreillon/Parein-Reymond, Petit commentaire, Code de procédure pénale, Bâle 2013, n. 12 ad art. 393 CPP ; Keller, in Donatsch/Hansjakob/Lieber [éd.], Kommentar zur Schweizerischen Strafprozessordnung, Zurich/Bâle/Genève 2014, n. 16 ad art. 393 CPP ; CREP 30 mai 2014/376 ; CREP 30 janvier 2014/73). Par souci d'économie, l'art. 394 let. b CPP déroge toutefois à ce principe (Moreillon/Parein-Reymond, Petit commentaire, op. cit., n. 7 ad art. 394 CPP), en disposant que le recours est irrecevable lorsque le Ministère public ou l'autorité pénale compétente en matière de contraventions rejette une réquisition de preuves qui peut être réitérée sans préjudice juridique devant le tribunal de première instance. Les décisions relatives à l'administration des preuves ne sont en principe pas de nature à causer un dommage juridique irréparable (ATF 136 IV 92 consid. 4.1; ATF 134 III 188 consid. 2.3 ; ATF 133 IV 139 consid. 4 ; TF 1B_688/2011 du 14 mars 2012). Cette règle comporte toutefois des exceptions, notamment lorsque le refus porte sur des moyens de preuve qui risquent de disparaître et qui visent des faits décisifs non encore élucidés (ATF 133 IV 335 consid. 4 ; ATF 101 Ia 161 ; ATF 98 Ib 282 consid. 4 ; TF 1B_688/2011 du 14 mars 2012 et les références citées; CREP 15 septembre 2015, consid. 1.1). b) En l'espèce, le Procureur a décidé de retrancher du dossier les pièces produites par la partie plaignante. Concrètement, il a donc refusé une preuve offerte par une partie au sens de l'art. 394 let. b CPP. Or une telle décision n'est attaquable que si la réquisition concernée ne peut être réitérée devant le Tribunal de première instance sans préjudice juridique. Tel n'est pas le cas en l'occurrence. En effet, le Parquet a pris soin de préciser que les pièces litigieuses ne seraient détruites qu'à la fin de la procédure, conformément du reste à ce que prévoit l'art. 141 al. 5 CPP. Les pièces restent donc à disposition et ne risquent pas de disparaître. La question de l'admissibilité de ces preuves pourra par ailleurs être à nouveau soulevée jusqu'à la clôture définitive de la procédure (TF 1B_398/2012 du 17 juillet 2012). En d'autres termes, le recourant pourra, sans préjudice juridique, renouveler sa requête tendant au versement au dossier des pièces écartées devant le Tribunal de première instance.

E. 2

Le recours S._____ est dès lors irrecevable. Les frais de la procédure de recours, constitués en l'espèce de l'émolument d'arrêt, par 440 fr. (art. 20 al. 1 TFIP [Tarif des frais

de procédure et indemnités en matière pénale du 28 septembre 2010; RSV 312.03.1]), seront mis à la charge du recourant, qui succombe (art. 428 al. 1 CPP). Par ces motifs, la Chambre des recours pénale prononce : I. Le recours est irrecevable. II. Les frais d'arrêt, par 440 fr. (quatre cent quarante francs), sont mis à la charge du recourant. III. Le présent arrêt est exécutoire. Le président : La greffière : Du Le présent arrêt, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, est notifié, par l'envoi d'une copie complète, à : - Me Alessandro Brenci, avocat (pour S. _____), - Ministère public central, et communiqué à : ■ M. le Procureur du Ministère public central, division affaires spéciales, contrôle et mineurs, par l'envoi de photocopies. Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière pénale devant le Tribunal fédéral au sens des art. 78 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral – RS 173.110). Ce recours doit être déposé devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la notification de l'expédition complète (art. 100 al. 1 LTF). La greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.